

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Santé (France) > Epidémies, pandémies (santé, France) > **Covid-19 : Le coronavirus ne connaît ni couleur ni nation ni frontière**

Covid-19 : Le coronavirus ne connaît ni couleur ni nation ni frontière

dimanche 29 mars 2020, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mars 2020).

Sommaire

- [La situation aux frontières de](#)
- [Et la situation des réfugiés-e](#)

Nous ne sommes pas tous et toutes égaux et égales face à l'épidémie, certain-es connaissent avant celle-ci des conditions d'existence difficiles qui malheureusement vont s'aggraver.

La situation aux frontières de l'Europe

Les toutes récentes dispositions de l'Union Européenne en matière de lutte contre la pandémie du Coronavirus, renforcent les conditions ultrasécuritaires d'accès à l'espace Schengen, condamnant tout espoir aux réfugiés·ées non européen·nes.

Notamment et pour ne citer qu'elle, la crise humanitaire à la frontière greco-turque.

Dans un tweet datant du 1^{er} mars, Macron écrivait *"Pleine solidarité avec la Grèce et la Bulgarie, la France est prête à contribuer aux efforts européens pour leur prêter une assistance rapide et protéger les frontières."*

La fermeture des frontières européennes et de l'espace Schengen pour 30 jours falicitera l'absence de solidarité de la part des membres de l'Union européenne.

Et la situation des réfugiés-es à l'intérieur de notre pays ?

Solidaires a dénoncé vivement les trois mois de carence pour l'accès aux soins des demandeur·euses d'asile majeur·es voté en décembre dernier : cette mesure a eu pour conséquence d'éloigner encore un peu plus les précaires étranger·ères d'un système de santé aux abois suite aux réformes successives de Buzyn et Macron.

Pour les migrant·es placé·es en Centre de Rétention Administrative, les conditions d'accueil se dégradent de mois en mois, poussant certains à se suicider (au CRA de Rennes en décembre 2019), d'autres à poursuivre des grèves de la faim (au CRA de Lyon en juillet 2019 et dans 4 CRA en janvier 2019).

Rappelons que la durée maximum de placement en rétention a été doublée par la loi Asile et Immigration et peut durer jusqu'à 90 jours...

Le mouvement de grève légitime des avocats lors du mouvement contre la réforme des retraites a fragilisé encore plus les conditions de sortie des CRA.

C'est dans ce climat, qu'apparaissent les premiers cas de coronavirus dans les CRA (Lille Lesquin, Toulouse). Ceci va conduire à une panique. De par la promiscuité engendrée par la surpopulation, le

confinement n'y est pas possible et les cas vont être de plus en plus nombreux pour les étrangères et le personnel.

Un sentiment d'abandon se développe car les équipes de la Cimade ne peuvent plus y rentrer.

(<https://www.lacimade.org/presse/coronavirus-suspension-des-activites-de-la-cimade-et-demands-tranсмises-au-gouvernement/>).

Il n'y a plus d'expulsions, les transports étant à l'arrêt, ils et elles sont condamnées à cet enfermement mortifère.

Macron affirme avoir compris beaucoup de choses depuis cette crise, il devrait comprendre celle-là : c'est notre humanité qui nous permettra de lutter contre cette pandémie, en soignant et en traitant toutes les personnes de la même façon.

Afin d'éviter une crise sanitaire majeure, mais aussi de garantir le droit de circulation et d'installation des étrangers,

- les migrant·es retenu·es en CRA doivent être libéré·es et accueilli·es dans de bonnes conditions, tous·es doivent être régularisé·es sans condition.

- accès immédiat pour toutes et tous sans condition de revenus ni de temps de présence sur territoire à l'Aide Médicale d'État.

P.-S.

<https://solidaires.org/Le-coronavirus-ne-connait-ni-couleur-ni-nation-ni-frontiere>